

La farce grecque : bilan d'une fausse révolte

Sans base sociale, les émeutes récentes n'ont pas apporté de renouvellement idéologique

Les émeutes qui ont eu lieu à Athènes et dans d'autres grandes villes de Grèce il y a quelques semaines ont amené le pays au bord d'une crise de nerfs, et sont au centre de l'attention de l'opinion publique internationale. Pleins d'empathie pour le populisme et le sentimentalisme, les médias nationaux ont contribué à la création de cet imaginaire de révolte sociale, expression, pour certains, d'une permanente tragédie grecque.

Une vague d'analyses stéréotypées à propos de la révolte des jeunes a balayé les médias, et certains journalistes sont allés jusqu'à prophétiser une explosion sociale, voire une quasi-guerre civile.

Heureusement, nous en sommes très loin. Tout d'abord, ce mouvement n'a pas eu une base sociale spécifique, mais dispersée : des étudiants et des lycéens des quartiers bourgeois, des enfants d'immigrés et des groupes sociaux exclus. Des jeunes ont manifesté avec des « soixante-huitards », des apolitiques à côté d'anarchistes, des maoïstes avec des supporters d'équipes de foot. Et, comme d'habitude, le noyau initial était formé de groupes de jeunes anarchistes qui prennent plaisir à caillasser des magasins et à brûler des voitures dans « leur territoire » universitaire afin d'affirmer leur identité idéologique.

L'opinion générale a désigné la colère comme ressort principal de ces événements. En réalité, les sentiments étaient très divers : d'un côté, la haine et la rage des manifestants du mouvement altermondialiste et anarchiste ; d'un autre, la jalousie des émigrés contre la société de consommation ; d'un troisième, le plus important, le défoulement et le babillage des gamins qui faisaient l'école buissonnière pour participer à un théâtre de rue avec publicité garantie.

La plupart des manifestants ont eu une petite aventure qui fortifiait leur narcissisme, grâce aux transmissions télévisées. La phrase qui se voulait rassurante mais

Nicos Marantzidis

Enseignant de sciences politiques à l'université de Macédoine (Thessalonique)

totallement ratée du ministre de l'intérieur, qui a déclaré que « la police sera sur la défensive », a fonctionné comme le feu vert à une participation générale aux émeutes, sans risque ni coût, en toute impunité. Bref, une sorte de plaisanterie sociale.

Ce mouvement n'a même pas vu émerger de nouvelles valeurs idéologiques susceptibles de préfigurer l'évolution des réalités sociales, comme l'avait fait Mai 68. Les manifestants ont trouvé leur point de convergence dans l'opposition à la police, banalité qui se répète depuis trente-cinq ans, mais ils n'ont eu aucune imagination dans leurs revendications, expression de la tradition étatique la plus classique de la gauche grecque ; et pour cause : ce sont les groupes gauchistes et les deux partis communistes qui ont réussi très vite à canaliser le discours public des manifestants.

Les émeutes ont confirmé la crise d'un gouvernement qui affronte de sérieux problèmes de légitimité : il s'est non seulement montré incapable de mettre en œuvre des réformes indispensables, mais en outre, il est mêlé à plusieurs scandales économiques qui ont réduit sa capacité d'action.

En même temps, les événements ont montré combien la culture politique dominante, installée après la chute de la dictature des colonels en 1974, a contribué à l'impasse actuelle. La Grèce est probablement le dernier pays européen où des valeurs de type « démocratie populaire » imprègnent le discours public, surtout celui des intellectuels et des médias.

Rappelons qu'en 1989, année de la chute du mur de Berlin, la droite, pour des raisons électorales, ne s'était pas gênée pour former un

gouvernement de coalition avec le Parti communiste, un des derniers partis stalinien en Europe.

Toute revendication égalitariste rencontre son écho dans cette culture politique, avec pour conséquence indirecte le fait que la violence ne soit pas dénoncée. Cette culture de la violence dite « politique » permet à une mouvance idéologique d'imposer son règne dans plusieurs secteurs de la société.

Ainsi, la loi qui interdit la présen-

« Cette culture de la violence dite "politique" permet à une mouvance d'imposer son règne »

ce de la police dans les universités au nom de la liberté de penser – et qui existe nettement en Grèce – permet-elle à l'extrême gauche de s'y imposer par l'intimidation permanente. Des professeurs sont

roués de coups ou menacés, un colloque scientifique traitant du communisme est boycotté si ainsi en a décidé le Parti communiste, etc.

Rien n'est resté du mouvement de décembre et du tsunami médiatique qu'il a généré. Rien sauf cette tentation de la violence et de l'anomie. Il est clair que si le discours des médias, des intellectuels et des partis politiques continue à présenter l'occupation des écoles par les lycéens comme « un avenir plein de promesse », la conséquence en sera une réceptivité accrue aux incantations du totalitarisme et du populisme.

L'expérience historique a montré que les révolutions « jeunistes » répandent plus le désastre que le bonheur ; le Cambodge des Khmers rouges et la révolution culturelle maoïste en sont les exemples des plus tragiques.

Heureusement, la « révolte » de décembre 2008 est plus proche de la farce que de la tragédie. Une farce que les enfants se plaisent à monter pour s'amuser. ■

Le Monde

Le journal de bord du « Grenelle de la mer »

Par Isabelle Autissier,
vice-présidente du sommet

Tous les samedis dans les pages « Planète »

ΑΡΧΕΙΟ ΝΕΟΓΑΛΑ